

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

N° 538 4 SEPTEMBRE 2007



Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

Contact : micheldeponcins@easyconnect.fr

Le 3 septembre était la fête de Saint Grégoire le Grand. Mort en 604, Il fut surnommé Le Grand, non seulement pour sa sainteté, mais pour son œuvre immense et la contribution qu'il apporta au redressement de l'Italie très éprouvée par les invasions barbares.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT

EDITO

BERNARD KOUCHNER AURAIT, PARAÎT-IL, DE L'HUMOUR

C'est la grande nouveauté ; il nous avait peut-être échappé que porter des sacs de riz devant les caméras de la presse était un signe d'humour.

Le ministre venait d'expliquer, le 28 août, devant les ambassadeurs qu'il avait du s'excuser auprès du premier ministre irakien pour avoir devant lui espéré qu'il s'en aille ; bon, chacun a ses faiblesses !

C'est alors que devant toutes les personnes présentes et pour un autre sujet, il parla du « Premier ministre actuel, Jean-Pierre Raffarin ».

Personne n'a osé rigoler dans la brillante assistance. TF1 qui a le petit doigt proche de la couture du pantalon a raconté cette nouvelle gaffe sans sourciller. Il y eût de nombreux téléphones avec le palais que vous savez car il fallait expliquer. La solution fut trouvée : P.P.D.A le lendemain salua, sans honte aucune, le sens de l'humour du ministre !

Le Premier ministre, François Fillon qui est toujours pathétique dans ses essais pour trouver une place dans la constellation politique, fut, le mercredi 22 août, enfoncé de son pouce par le Président qui a déclaré : « le Premier ministre est un collaborateur, le patron, c'est moi ».

François Fillon sait-il apprécier l'humour ? C'est devenu une vraie question.

M.P.

DU NEUF ET DU DÉJÀ VU

CHRONIQUE DE LA CHARIA

Nous poursuivons sans nous lasser cette chronique ; après les attentats du 7 juillet à Londres, Tony Blair avait promis d'interdire un groupe islamique, au nom fort compliqué. Or ses membres continuent pourtant à gérer deux écoles. L'idéologie diffusée par ces deux écoles appelle à l'union de tous les états musulmans pour réaliser l'empire mondial du Kalifat. Le mouvement correspondant compterait entre 2000 et 4000 partisans actifs c'est-à-dire une véritable armée. La responsable des cours d'histoire est connue pour avoir clamé par écrit sa haine de la société occidentale et son désir de la voir s'écrouler. Dans un document, il est indiqué que les musulmans en Grande-Bretagne ne devraient pas s'intégrer

à la société occidentale corrompue et accepter les notions mortifères de démocratie, liberté, capitalisme.

LA PROPAGANDE POUR LE DIVORCE

Cette propagande continue sans désemparer quel que soit le pouvoir en place. C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire la prétendue urgence de créer un statut spécial de « Beau-Parent ». L'objectif est bien de pousser à la destruction des familles par l'invention de nouvelles structures.

COURRIER DES LECTEURS

COMMISSION ATTALI

Réseau Liberté

Le jeune Laurent Wauquiez (né en 1975), secrétaire d'Etat, porte-parole du second gouvernement Fillon, a indiqué que la commission Attali sur les freins de la croissance serait lancée le 30 août prochain en des termes à mes yeux sujets à caution et même plutôt inquiétants :

"Plutôt que de délivrer une "idéologie libérale", Jacques Attali aura pour mission de dégager des solutions "pragmatiques" susceptibles de "libérer" la croissance a souligné le porte-parole du gouvernement lors du compte rendu du Conseil des ministres" (AFP).

Je ne vois vraiment pas comment Jacques Attali, durant dix ans (1981-1990) conseiller spécial de François Mitterrand, pourrait bien délivrer une "idéologie libérale" puisque le libéralisme, contrairement au socialisme, est par nature totalement exempt d'idéologie : les jeunes énarques se montrent donc aussi décevants que leurs aînés !

En revanche, il coule de source que le plus sûr moyen de libérer la croissance, en dehors de toute recherche de solutions "pragmatiques" en l'occurrence forcément frappées d'idéologie, consiste ni plus ni moins à appliquer les solutions libérales qui, partout au monde, ont fait leurs preuves.

Sans vergogne, Attali écrit dans son blog : "J'ai accepté, à la demande du premier ministre, de présider une commission qui devra, à l'image de ce que firent Jacques Rueff et Louis Armand il y a plus de quarante ans, examiner les conditions d'une libération de la croissance française". Gonflé, le bougre !!

Si la commission Attali est constituée de 41 membres fort éminents mais ne comprenant

aucun libéral digne de ce nom, je suis bien convaincu que ni Jacques Rueff ni Louis Armand n'eussent alors tiré la moindre fierté de devoir passer sous les fourches Caudines d'un Jacques Attali.

Car le monde ayant globalement opté pour le libéralisme émancipateur, on peut tout à fait craindre que l'ouverture à gauche consistant, de la façon la plus anachronique, à puiser dans un vivier peuplé de chimères préhistoriques ne se termine, avec beaucoup de temps perdu, en une cruelle déconvenue !

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 FRANCE

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

LUNDI 3 SEPTEMBRE 2007

SARKOZY AUX MANETTES

Nous venons à peine de sortir de l'incomparable facétie du « bouclier fiscal » qui n'est qu'un bouclier en carton-pâte. Le pouvoir ne voulant absolument pas abolir l'ISF, comme la majorité et la raison le lui commandent, a imaginé sous ce nom une nouvelle usine à gaz qu'il est supposé avoir améliorée récemment. Personne de sensé ne peut penser que ce soit une faveur faite aux riches et un moyen de les retenir en France et, néanmoins, l'opposition crie au scandale.

Et voici que tout dernièrement une nouvelle facétie contradictoire se propulse à l'horizon. Nous allons, pour la décrire, nous appuyer le Figaro qui est, de plus en plus, le journal officiel du Sarkozisme en majesté. Selon lui, la décision est prise d'un « plancher fiscal ». La méthode serait de revoir et d'annuler une grande partie des 400 niches fiscales existantes et qui sont censées coûter à l'Etat 45 milliards d'euros ; pour ce faire nul ne devrait verser des impôts en dessous d'un certain « plancher ». Benoîtement ce J.O. d'un nouveau genre

indique que cela faciliterait le financement de la loi « TEPA », supposée mensongèrement de son côté améliorer le pouvoir d'achat et qui coûtera au moins 11 milliards d'euros.

La France dans toute cette comédie gagne une nouvelle image : le monde, entier, qui ne nous envie certes pas, se demande ce que signifie vraiment le Sarkozisme.

À la base de tout, se trouve de la parlotte, ce qui confirme les descriptions d'un de mes livres « Parlottes et fêtes ». Le Président parle merveilleusement bien et a été applaudi à tout rompre par le MEDEF pour sa gestion de la parole. Il est un peu étrange que les hommes d'affaires qui le recevaient et qui sont en principe assez adroits dans leurs affaires soient si ignorants de la politique et de l'économie pour ne pas s'apercevoir que tout s'arrête à la parole, les actes ne suivant nullement.

Pourtant, au même moment, le gouvernement, soit-disant pour encourager la recherche, va imaginer une nouvelle usine à gaz sous le nom de Crédit d'Impôt Recherche (C.I.R.) équivalant à 30 % de l'ensemble des dépenses de recherche. Les mêmes patrons, dans une table ronde, ont été obligés de constater que le simple fait de demander un tel avantage les conduiraient probablement à « bénéficier » au même moment d'un contrôle fiscal et la ministre en exercice a été obligée de constater que « le mythe du contrôle fiscal des entreprises est une réalité ». Nous savons qu'en fait les contrôles fiscaux ont très souvent comme conséquence la mort de l'entreprise.

A la parlotte, s'ajoute le fait que le président est « aux manettes ». Sur ce point, nous ne pouvons que l'approuver, mais en revanche qu'elle étrange façon de diriger ! Dans toutes les écoles de management, l'on enseigne que le chef doit tout savoir faire, tout faire faire et ne rien faire. Il semble que ce soit une nouvelle école de management que le Président est en train d'imaginer.

A l'idée des manettes, se superpose celle de la manipulation des compteurs. L'énarcho-socialisme qui règne sur la France depuis tant d'années s' imagine qu'en manipulant les compteurs de l'usine à gaz universelle qu'elle a créée et complique sans cesse l'on fera surgir la richesse du néant. C'est d'ailleurs le sens des fameuses 400 niches fiscales que le pouvoir voudrait supprimer en partie ayant reconnu qu'elle n'avait aucun effet sur la macro économie ce qui ne l'empêche pas d'en ajouter d'autres.

Par exemple, la déduction hasardeuse des intérêts de certains emprunts nous montre l'inanité d'une telle mesure. Depuis son annonce, l'incertitude juridique règne partout : certains vont en bénéficier et pourquoi pas les autres ? Le Conseil Constitutionnel, pour montrer qu'il existe et, simultanément, justifier l'incroyable richesse de ses membres, a retoqué une partie du texte ; la déduction des intérêts n'aura certes aucun effet économique d'importance et ouvrira seulement la vanne aux règlementations et aux médiocres combines.

La seule vraie nouveauté est que le récent pouvoir veut imprimer de la vitesse à de faux événements. Dans la période précédente, nous avons une foule de dispositifs contradictoires s'annulant l'un l'autre, mais un délai de décence était respecté dans la contradiction. Le

zigzag s'accélère, car, à peine le prétendu bouclier fiscal voté, le pouvoir tout effrayé de son audace, imagine le plancher fiscal.

Qui peut croire qu'une personne vraiment fortunée puisse rester en France devant cette agitation contradictoire, permanente, brouillonne, concernant son propre sort ?

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@easyconnect.fr

Pendant l'été, la distribution des flashes est perturbée, soit pour des voyages, soit pour des difficultés techniques, ou encore des vacances.

Les correspondants qui le reçoivent peuvent le reproduire ou le diffuser librement et sans modération.

LA FETE DE LA LIBERTE A PARIS

LE DIMANCHE 16 SEPTEMBRE 2007

ESPACE CHARENTON [323 bis, rue de Charenton 5 012 Paris](#)

Métro : Porte de Charenton Horaire : 10 h à 18 h

Depuis des années, les communistes organisent avec l'argent de nos impôts une grande fête pour célébrer le communisme : la Fête de l'Huma. Il n'est pas possible de laisser nos adversaires occuper seuls la scène politique! La majorité silencieuse se doit de faire entendre sa voix !

C'est pourquoi, le jour même de la Fête de l'Huma, un certain nombre de grandes associations qui ne se reconnaissent pas dans les idées communistes ou collectivistes organisent la Fête de la Liberté. Nous

serons donc le contrepoids de la Fête de l'Huma !

Pourquoi une « Fête de la Liberté » ? Cette Fête de la Liberté est organisée par des associations totalement indépendantes: Contribuables Associés, l'iFRAP, Liberté Chérie, Créer son Ecole, SOS Action Santé Europe, et bien d'autres dont TOCQUEVILLE MAGAZINE

Vous pourrez consommer ou déjeuner sur place.

Des débats seront animées par des personnes de premier plan. Des spectacles vous distrairont et nous permettrons de parler politique sous un angle plus amusant ! Vous pourrez découvrir ou mieux faire connaissance avec les 25 associations présentes : chaque association présentera en effet ses activités, ses outils militants et ses projets sur des stands. Des projections audiovisuelles permettront d'aborder des sujets politiques sous un angle convivial.

REVUE DE PRESSE

CHORIQUE DE LA CHARIA

Dans « LE CRI DE LA CHOUETTE » L'excellent mensuel de Roger Minne nous lisons un texte d'Abd-el- Kader : « Bientôt nous chasserons les Français d'Alger. Oui, nous passerons la mer sur des barques. Nous prendrons Paris, nous nous y assemblerons. Puis nous conquerrons les autres nations et nous leur apprendrons la vérité du vrai Dieu ».

Quant à la Suède, elle ne semble pas se soumettre encore à présent à la Charia, mais elle se sent en grand danger. Un journaliste écrit : « nous sommes en train de devenir un sanctuaire pour les sergents recruteurs de l'islamo-terrorisme ». Ce journal indique que 20 terroristes munis de passeports suédois ont été arrêtés depuis 2001. En 2006, la Suède a accueilli près de 90 000 immigrants musulmans, ce qui est considérable pour un pays de faible population et situé dans le nord de l'Europe. Parmi ces nombreux éléments beaucoup sont déclarés sensibles aux sirènes djihadistes.

CITATIONS

LAETITIA BONAPARTE (Madame Mère)

Tout le monde connaît le « Pourvou que cela doure ». Une autre phrase est moins connue : « Mon fils a oune bonne place, ma cela ne peut toujours dourer ».

LE CARDINAL RATZINGER ET LA BUREAUCRATIE

Certes nous n'attendons pas du très Saint-Père, antérieurement Cardinal, des leçons sur le management ou sur la bureaucratie et nous attendons des enseignements sur des problèmes d'essence bien supérieure. Néanmoins il est très intéressant de citer une phrase du Cardinal lorsqu'il était Préfet de la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi, après avoir été archevêque de Munich. En effet dans son livre « Entretien sur la foi » il parle des 400 personnes qu'il employait comme Archevêque de Munich et il dit « on sait que, par nature, chaque service doit justifier sa propre existence en produisant des documents, en organisant des rencontres, en poussant de nouvelles structures. Sans doute, tous n'aspiraient-t-il qu'à faire de leur mieux. Mais il pouvait arriver assez souvent que les Curés se sentent plus accablés que soutenus par la trop grande pléthore de ces aides »

Cela confirme bien par un exemple que toute bureaucratie, serait-ce une « sainte » bureaucratie, ne tarde pas à passer beaucoup de temps à son propre maintien et à son propre développement.

LES BREVES

LA BATAILLE POUR LE FMI

La bataille pour la direction du FMI se poursuit sans relâche, la candidature de DSK ne se présentant pas aussi facilement qu'il était prévu par le pouvoir crypto socialiste actuel en France.

Si ce DSK gagnait, il ne semble pas que le FMI devrait changer sa politique car avec tout son passé il est bien agrégé aux forces mondialistes. Nous rappelons que les recettes imposées par ce FMI à des pays en difficulté leur ont fait de grands torts : très souvent, elle était accompagnée de l'obligation d'une politique malthusienne par l'extension de l'assassinat des petits à naître. En outre elle visait par des objectifs purement monétaires à consolider les dictatures corrompues en place qui étaient justement à l'origine des difficultés des pays en question.

LA MORSURE D'UN CHIEN

Un chien a mordu au visage une petite fille et celle-ci est malheureusement décédée. C'est affreux. Devant un tel événement, la ministre de l'intérieur a réuni tout aussitôt des responsables pour proposer une nouvelle loi. Ces gens au pouvoir devraient savoir que l'inondation de lois nuit en fait à la force de la loi.

Dans le domaine des chiens dangereux comme dans tous les autres domaines toutes les lois nécessaires existent. Il faut simplement les appliquer ce qui ne se fait pas et former la population au respect des uns et des autres. Il est clair que le danger n'est pas forcément dans les chiens dangereux mais chez les propriétaires de chiens dangereux qui ne font pas le nécessaire pour garder leurs chiens.

LES INCENDIES DU PELOPONESE

Les incendies du Péloponnèse sont peut-être les plus importants que l'on ait observés en Europe depuis longtemps. Dans ce contexte extrêmement difficile, les autorités sont l'objet de beaucoup de critiques. Un fait majeur est que, semble-t-il, un grand nombre d'incendiaires volontaires ont allumé des foyers. Les autorités Grecques se veulent rassurantes et indiquent qu'il ne s'agit pas d'initiatives coordonnées mais d'initiatives purement individuelles.

On nous permettra d'en douter. Ne faut-il pas chercher l'action de services secrets étrangers dont justement l'habileté est d'agir de telle façon qu'on observe pas leur action et que surtout les autorités ne veuillent pas les dénoncer de peur de créer des incidents diplomatiques.

Si des lecteurs ont des informations sur la politique extérieure grecque, ils permettraient peut-être de trouver des pistes. Dans ce cas, merci de nous écrire pour que nous puissions en faire profiter les autres.

LE NOMBRE DES FONCTIONNAIRES

En France le nombre des fonctionnaires est le même qu'au Japon dont la population est le double de celle de notre pays. Et pourtant l'on ne peut pas dire que le Japon soit sous administrée.

Le premier ministre, pour une fois appelé par une télévision a donner son avis, a dit qu'il fallait réduire le nombre des fonctionnaires. Tout le monde sait que la réduction envisagée est absolument homéopathique.

Mais en même temps le même premier ministre a tout aussitôt détruit le résultat de sa déclaration en indiquant qu'il fallait examiner avec les syndicats de fonctionnaires le moyen d'améliorer leur sort.

Les choses auront vraiment changé lorsque les mères de familles ne souhaiteront plus en si grand nombre voir leurs enfants devenir fonctionnaires alors qu'actuellement c'est bien leur voeu le plus cher ce qui veut bien dire que le sort des fonctionnaires est plutôt à envier.

MONSEIGNEUR BARBARIN ET LA PEDOPHILIE

L'Archevêque de Lyon et Primat des Gaules, Mgr Philippe Barbarin a, semble-il, énoncé une partie de la vérité concernant les pédophiles. Il a dénoncé les effets de la pornographie sur les plus faibles dans une émission sur radio Monte Carlo à propos des récentes affaires de pédophilie. Il estime « qu'on joue aux pompiers pyromanes et qu'il convient d'agir contre la vague de pornographie qu'on voit partout ».

Cette prise de position est extrêmement importante et est peut-être une première.

DOCUMENTS

LES REGLEMENTATIONS

Réseau Liberté

C'est une terrible maladie française et même, me semble-t-il, uniquement française de vouloir tout réglementer au moindre vent contraire soufflant de par le monde. Ce mal semblait avoir quelque peu perdu, en politique, de sa puissance destructrice mais voici qu'il fait un retour en fanfare sous la houlette de Nicolas Sarkozy.

En effet, depuis Wolfeboro (USA) où il passe ses vacances américaines, notre hyperactif président réagit au quart de tour à la crise des prêts hypothécaires à risque, dits "subprimes", d'outre-Atlantique. Or, à un tel niveau, vouloir faire le bonheur d'autrui malgré lui est un vilain défaut : qui trop embrasse mal étreint.

Car en France tout au moins, nos élites se montrent incapables de concevoir que la politique et l'économie sont comme l'eau et le feu : incompatibles. Que l'Etat joue son rôle de garant des règles régissant les échanges des hommes entre eux, soit. Mais qu'il veuille outrepasser sa fonction en faussant ainsi le jeu est impardonnable.

C'est exactement, me semble-t-il, le sacrilège que s'apprête à commettre Nicolas Sarkozy en rameutant le banc et l'arrière-banc des chefs d'Etat et de gouvernement, le G7, le FMI et le Forum de Stabilité Financière (FSF) appelés à la rescousse des marchés pris la main dans le sac d'une coupable cécité ! Seigneur...

"Il me paraît de notre responsabilité de chefs d'Etat et de gouvernement de tirer dès à présent les conséquences et les enseignements des événements qui affectent les marchés. Il me semble en effet essentiel que nous veillions à la transparence du fonctionnement des marchés et à la capacité pour ces derniers de financer de façon efficace et stable l'économie mondiale".

Cette volonté politique malsaine consistant, en se prévalant de la démocratie, à vouloir à toute force régenter des secteurs qui, par nature, échappent à votre domaine de compétences et surtout à votre compréhension, le plus souvent par ignorance des lois de l'économie, ne peut qu'ajouter à la difficulté d'un exercice déjà fort complexe !

Le problème qui agite actuellement les marchés financiers ayant obligatoirement pris une dimension mondiale, cette mini-intrusion à l'échelle planétaire du président français me paraît vouée à l'échec dès lors qu'elle apparaîtra, aux yeux de tous, comme un acte déplacé d'autorité jurant visiblement avec l'état préoccupant de la France.

"Il me semble donc utile d'assurer les moyens d'une meilleure connaissance par les acteurs du marché et par les superviseurs des risques auxquels ils sont réellement exposés". Les acteurs du marché ont-ils réellement besoin, venant de l'Etat, d'une béquille supplémentaire pour effectuer les corrections utiles et nécessaires ?

"Naturellement, les axes de progrès que j'esquisse ainsi ne doivent pas nous conduire à instaurer des mesures qui seraient de nature à rigidifier le financement de nos économies et à brider la croissance mondiale". Naturellement, pour les Etats, le meilleur parti à prendre serait en tout point de s'abstenir de toute intervention !

Mais aussi, de quel droit divin nos Princes républicains, auxquels leur élection semble d'emblée faire oublier toute humilité dans la gestion de la Cité, s'arrogent-ils alors l'exorbitante faculté de connaître, seuls, et d'édicter, envers et contre tous, la seule loi morale qui vaille ? Les hommes, fussent-ils faits rois, restent des hommes.

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 France

LES SOVIETS Réseau Liberté

La volonté de réformer structurellement la France dont nos Princes font aujourd'hui commerce ne me paraît pas contestable; néanmoins se pose la question de savoir si nos hommes et femmes de l'Etat sont à la hauteur de cette tâche cruciale.

Car ce gouvernement qui a été formé de bric et de broc, entendez par là que s'y côtoient des esprits issus de différentes écoles de pensée mais tous contaminés, à un degré ou à un autre, par la doxa socialiste, ne fonctionne vraiment qu'au seul carburant collectiviste inoculé de longue date.

Voyez Christine Lagarde qui, au sein du gouvernement, représente ce que la société civile peut produire de plus talentueux et qui vient d'annoncer, s'agissant du prix du pain qui

monte, qui monte, que le gouvernement sera "très attentif" aux répercussions de la hausse du prix des matières premières sur le prix de la baguette ?

Pour faire bonne mesure, selon Mme Lagarde, tous les agents de la Direction de la concurrence, de la consommation et des fraudes "sont en alerte et vont être très attentifs à la manière dont vont être répercutées les hausses car notre obligation c'est évidemment la transparence et le respect des règles" (Reuters).

La vitesse avec laquelle les meilleurs esprits libres, dès lors qu'ils accèdent aux plus hautes fonctions de l'Etat, se trouvent contaminés par l'horrible virus collectiviste me laisse pantois ! Dans cet exercice de haute voltige, Christine Lagarde est entrée en religion d'Etat providence comme un "pro" de la première heure !

En France, La République des soviets n'est donc pas morte et l'Etat, pour garder tout son pouvoir, refuse de placer sa confiance dans le citoyen : d'ailleurs, ce dernier mérite-t-il vraiment qu'on lui fasse confiance tant la pensée marxiste, en 2007, continue de coloniser l'esprit de toute une nation en quasi-servitude morale ?

Ainsi Laurent Wauquiez veut-il croire qu'il y a, en France, un problème de pouvoir d'achat. Selon lui, Xavier Darcos "va discuter avec les grandes marques pour dire 'voilà sur les produits cartables, cahiers, les Bic, qu'est-ce qu'on peut faire comme effort pour soulager le coût de la rentrée'" ? La Grande Supercherie dans toute sa splendeur !

Bien entendu, souligne M. Wauquiez, "Il ne s'agit pas de jeter l'anathème sur qui que ce soit, il s'agit juste de dire 'on a un problème de pouvoir d'achat'". Cause toujours, coco, et entre nous soit dit, si un gouvernement dit de rupture se montre ainsi incapable de susciter et d'accompagner la rupture, alors qui va le faire à sa place ?!

La souffrance du peuple français, entretenue par une classe politique depuis des lustres frappée d'indignité, est clairement le fruit empoisonné d'une incompétence d'Etat porté à son paroxysme : pour des motifs plus futiles les uns que les autres, nous tardons à engager les réformes fiscales qui sauveraient la France !

Car tous les pays qui ont trouvé le courage politique de faire leur aggiornamento fiscal ont vivement renoué avec la prospérité : réduction du poids de l'Etat dans l'économie, réduction drastique de l'imposition marginale des producteurs de valeur ajoutée, et des taux marginaux des taxes désincitatives au travail et à l'investissement.*

Certes, cela a un coût immédiat que les politiques, c'est leur métier, doivent faire accepter avec la perspective d'une amélioration aussi sensible et rapide que possible; en tout état de cause, la situation actuelle est intenable et cela devrait déjà suffire à justifier l'action politique d'un gouvernement déterminé à briser le statu quo.

C'est donc tout le mal que je souhaite au nouveau pouvoir qui doit agir vite, bien et surtout libéral s'il veut gagner son pari. A quoi cela servirait-il de ne pas oser réformer juste et fort quand les Français, par un vote à mon sens historique, ont donné démocratiquement à l'équipe en place tous les moyens politiques d'opérer ?

Parce que, ne rêvons pas, en face on reprend ses esprits, on se regroupe et on s'organise, en particulier chez les plus radicaux, dans un seul but : faire échec à la Liberté en empêchant par tous moyens la France de se délivrer des peurs irrationnelles qui lui ôtent toutes ses chances d'un bel avenir.

* Cf. Institut Hayek (www.fahayek.org) : "Transformer la France en paradis fiscal, oui, c'est possible" par Vincent Bénard.

Librement !
Philippe (Sully) ROBERT
<http://sully1.typepad.com>
02400 FRANCE

VENEZUELA

<http://www.libres.org/francais/actualite/Venezuela_derive_a9_3507.htm>http://www.libres.org/francais/actualite/Venezuela_derive_a9_3507.htm
VENEZUELA : LA DERIVE MARXISTE S'AMPLIFIE
Le 31 août 2007

Le marxisme n'est pas mort, comme nous l'avons montré la semaine dernière à propos de la Russie

(<http://www.libres.org/francais/actualite/USSR_a1_3507.htm>http://www.libres.org/francais/actualite/USSR_a1_3507.htm). En effet, une partie de l'Amérique latine nous inquiète également, et notamment le Venezuela, dont nous avons parlé avant l'été. Hugo CHAVEZ a mis en place une réforme institutionnelle qui marque une profonde concentration des pouvoirs. Elle prévoit par exemple la possibilité d'une réélection illimitée du chef de l'Etat, premier pas vers une présidence à vie de CHAVEZ.

Le Monde rapporte les propos forts clairs du président : le texte vise à

« parachever le nouvel Etat socialiste et à en finir avec la vieille société et les structures capitalistes qui freinent le processus révolutionnaire ».

Les mesures touchent tous les secteurs : fin de l'autonomie (déjà toute relative) de la banque centrale ; limitation de la journée de travail à six heures.

Certes, CHAVEZ se défend de vouloir supprimer toute propriété privée. Il prétend avoir étudié les expériences socialistes (URSS, Cuba, Nicaragua) :

« le point commun de leurs erreurs a été la prétention d'éliminer d'un trait les propriétés productives petites et moyennes » :

on admirera le « d'un trait » : il n'est donc pas contre leur élimination, mais pas « d'un trait ». Et il précise que, bien sur, la constitution interdira les « monopoles » et les latifundia (grandes propriétés agricoles). Et les expropriations, avec indemnisation, seront « facilitées ». Etonnante façon de protéger la propriété

Sur le plan politique le « pouvoir populaire », basé sur les « conseils communaux, ouvriers, étudiants et paysans » (en russe, les « soviets »), sera inscrit comme quatrième pouvoir dans la constitution aux cotés des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Le président aura de nouveaux pouvoirs, comme celui de modifier par simple décret le statut et les limites des provinces ou des municipalités, sans doute pour faire taire ceux qui ne seront pas dans la ligne.

Autre information : « la révolution est pacifique, mais armée ». Les « milices populaires » seront intégrées aux nouvelles forces armées et la perspective de la doctrine militaire est désormais la suivante : « la guerre populaire de résistance ». D'ailleurs, les militaires pourront assurer des fonctions policières et des enquêtes judiciaires et le président pourra transformer, par décret « tout territoire en région militaire à des fins stratégiques ou de défense ».

Inutile de dire que l'opposition, qui a de moins en moins la parole, dénonce, comme le titre Le Monde « la concentration des pouvoirs par Hugo CHAVEZ » et elle qualifie le texte de « coup d'Etat constitutionnel ». Notons aussi que l'Eglise catholique, qui compte dans le pays, pourtant devenue très prudente sur le plan politique depuis la remise au pas de la théologie de la libération, (elle est invitée à se mêler le moins possible de politique) n'a pas hésité à rendre public un document épiscopal mettant en cause l'orientation « populiste » et « marxiste » du régime.

L'épiscopat a dénoncé « une hégémonie absolument antidémocratique en matière de communication » et il s'inquiète d'un projet de loi sur l'éducation qui prétend « donner une instruction basée sur une seule et unique orientation idéologique ». Et l'épiscopat de remettre en cause la devise de CHAVEZ « La Patrie, le socialisme ou la mort ». L'Eglise redoute avant tout la coupure du pays « en deux factions inconciliables », ce qui serait tout à fait conforme à la notion marxiste de lutte des classes. Réaction du ministre des affaires étrangères : la conférence épiscopale se conduit « comme une nouvelle inquisition avec les vieux manuels de guerre froide ». Réponse de l'ancien président des évêques vénézuéliens : CHAVEZ dirige son pays vers « une dictature marxiste-léniniste » et fait monter un climat « d'exclusion contre l'Eglise ».

Faut-il accorder de l'importance à un épisode qui, après tout, ne concerne qu'un pays sud-américain de taille moyenne ? Oui, parce que c'est en Amérique latine que s'est déplacé le combat entre le marxisme et la liberté ; parce que le Venezuela est riche, à cause de son pétrole, et qu'il peut financer ailleurs révolution et subversion ; parce que CHAVEZ, appuyé par Cuba, commence à faire des émules dans plusieurs pays de cette région. Et enfin parce que si ces pays choisissent le marxisme, ils connaîtront et

la dictature et le sous-développement et la misère. Seuls les pays qui reconnaissent les libertés économiques se développent, comme l'a montré notre dernière université d'été.

Fin